LEGISLATION
21 V 1951
Transmis à M. Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 25 février 1952, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public", a donné en sa séance du 18 mars 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e Februari 1952 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de contrôle op sommige instellingen van openbaar nut", heeft ter zitting van 18 Maart 1952 het volgend advies gegeven :

Selon l'exposé des motifs, le projet de loi tend à définir les droits de contrôle du Parlement ainsi que ceux du pouvoir central sur un certain nombre d'organismes que le projet qualifie "d'intérêt public".

Le but poursuivi par ce projet ne diffère guère do celui d'un projet de loi que lo Premier Ministre a soumis au Conseil d'Etat le 24 mars 1951 et sur lequel celui-ci a rendu son avis le 25 mai 1951.

Pour atteindre ce but, l'article 1er répartit les organismes en quatre catégories distinctes désignées par les lettres A, B, C et D :

1° la catégorie A comprend des organismes qui sont actuellement soumis, selon des modalités diverses, à l'autorité des ministres dont ils relèvent;

2° les catégories B, C et D comprenant des organismes soumis au pouvoir de tutelle des ministres dont ils relèvent.

Le projet fixe, en outre, un ensemble de règles commentées dans l'exposé des motifs et qui s'appliquent aux quatre catégories d'organismes mentionnés à l'article 1er. Elles sont établies par les articles 6, 7, 10, 13, 14, 15 et 16.

.../...

Pour les organismes énumérés sous A et B, l'article 3 établit des règles d'ordre budgétaire. Celles-ci imposent l'établissement d'un budget, l'annalité et l'universalité de celui-ci. Les budgets des organismes énumérés sous A doivent être approuvés par les Chambres législatives; ceux des organismes repris sous B doivent être approuvés par le ministre compétent.

Les modalités d'exécution des budgets des organismes repris sous A sont fixées par l'article 5 du projet.

Article 1er.

Parmi les organismes énumérés sous B figurent la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail, le Fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles et l'Oeuvre nationale des orphelins des victimes du travail.

En vertu d'un projet de loi déposé le 18 décembre 1951 sur le bureau de la Chambre des Représentants, ces trois organismes sont fusionnés en un seul institut (Chambre des Représentants, session 1951-1952, Doc. parl. n°116); le pouvoir de tutelle tel qu'il est défini dans ce projet est plus étendu que celui conféré par le présent projet.

Le vote d'un de ces projets de loi nécessitera donc l'amendement de l'autre.

\+

\+ \+

.../...

En vertu de l'article 55 du projet de loi relatif à la pension de vieillesse (Doc. parl. Chambre des Représ. - Session 1951-1952, n° 240), la Caisse nationale des majorations des rentes de vieillesse et de veuve et des allocations d'orphelin, reprise à l'article 1er, B, est fusionnée avec l'Office national des pensions de vieillesse que ce projet institue.

Il y aurait lieu d'éviter des contradictions entre les deux projets.

\+

\+ +

Parmi les organismes énumérés sous D et soumis au pouvoir de tutelle du ministre, figure la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Le Conseil d'Etat signale que le projet de loi modifiant la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite (Chambre des Représ., session 1951-1952, Doc. parl. n° 175), a fait l'objet d'un amendement présenté par le Gouvernement (Chambre des Représ., session 1951-1952, Doc. parl. n° 251).

Cet amendement tend à soumettre cette institution de crédit "au contrôle du ministre des Finances. Ce contrôle est confié à un commissaire du Gouvernement".

Cet amendement diffère du présent projet, notamment en ce qui concerne le nombre des commissaires,

.../...

le délai dans lequel le commissaire doit prendre son recours et celui dans lequel le ministre doit statuer, le droit du ministre d'assister aux réunions des organes d'administration et de contrôle.

Article 6.

En vertu de l'article 6, §§ 3 et 4, du projet, le contrôle de la Cour des comptes est étendu aux organismes énumérés à l'article 1er, A et B.

Cet article 6 autorise la Cour à exercer son contrôle sur place. Il n'a, cependant, pas pour effet de rendre les comptables de ces organismes justiciables de la Cour des comptes, dans les cas où ils ne le sont pas actuellement.

Dans l'intention du Gouvernement, l'article 6 n'implique pas la suppression du contrôle que la Cour des comptes exerce actuellement en vertu de lois particulières à l'égard d'organismes repris à l'article 1er, C et D. Tel est notamment le cas de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Article 7.

L'article 7, § 1er, dispose que la comptabilité des organismes exerçant une activité commerciale, financière ou industrielle, doit être organisée selon des méthodes commerciales. L'énumération à titre exemplatif de certains éléments de cette méthode est inutile.

.../...

Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat qu'il n'entre pas dans l'intention du Gouvernement de fixer les règles de la comptabilité pour tous les établissements énumérés dans le projet. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aurait lieu dans ces conditions de remplacer les mots : "Le Roi fixe ..." par "Le Roi peut fixer ...".

\+

\+ +

En matière de marchés portant sur travaux, fournitures et prestations de services, l'article 7, § 2, implique en principe l'application de la règle de l'adjudication publique, tout en permettant d'y déroger.

Cette règle empruntée à la loi sur la comptabilité de l'Etat n'entraîne pas l'application des autres dispositions de cette loi sur la matière, et notamment celle de l'annalité des engagements.

Contrairement au précédent projet de loi, qui a fait l'objet de l'avis du Conseil d'Etat rendu le 25 mai 1951, le projet soumis n'impose plus aux organismes l'application des clauses et conditions administratives et techniques du cahier général des charges de l'Etat. L'exposé des motifs devrait être modifié sur ce point.

Article 8.

Il résulte de l'exposé des motifs et des renseignements fournis au Conseil d'Etat que les organismes groupés sous la catégorie A et soumis à l'autorité du ministre ne jouiront pas de l'autonomie de gestion; que les décisions pourront toujours être prises par le ministre; qu'il aura le droit d'initiative; que les organes directeurs ne conserveront des pouvoirs que si le ministre leur en délègue.

Article 10.

L'article 10 confère aux ministres qui exercent l'autorité ou le pouvoir de tutelle sur les organismes énumérés à l'article 1er, le droit d'assister "aux réunions des organes de gestion et de contrôle et aux assemblées générales".

Le pouvoir que le ministre exerce sur les organismes repris sous A, comporte déjà par sa nature le droit d'assister à leurs réunions.

Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat que le droit susdit est conféré aux seuls ministres qui exercent le pouvoir de tutelle prévu par l'article 9.

Sur ce point, la rédaction de l'article 10 doit être précisée.

\+

\+ \+

.../...

L'article 1er, § 1er, de la loi du 28 juillet 1948, modifiant la loi organique de la Banque nationale de Belgique, assure à l'Etat la prépondérance à l'assemblée générale des actionnaires de la Banque. L'article 1er, § 9, de la même loi, tel qu'il est interprété dans le rapport de la Commission des finances et du budget du Sénat (Sénat- session 1947-1948 - Doc. parl. n°436), établit la prépondérance de l'Etat dans les nominations des directeurs de la Banque.

L'article 10 du projet tend à renforcer cette prédominance. Aux termes de cet article, le Ministre des Finances, qui exerce sur la Banque nationale la tutelle prévue à l'article 9 du projet, a le droit de présider, avec voix consultative, les réunions de l'assemblée générale des actionnaires, du conseil de régence, du collège des censeurs, du Conseil de direction.

Le Ministre des Finances a même le droit de présider, avec voix consultative, la réunion du Conseil de régence, lorsque celui-ci est appelé à donner son avis, par application de l'article 1er, § 3, littera a, de la loi du 28 juillet 1948, sur la convention à conclure entre la Banque nationale d'une part et le Ministre des Finances d'autre part.

Article 18.

Selon l'exposé des motifs, les modifications que le projet apporte aux statuts particuliers des organismes énumérés à l'article 1er du projet ont un caractère impératif.

.../...

Il s'ensuit que désormais l'assemblée générale de la Banque nationale de Belgique, le conseil général de la Caisse d'épargne et de retraite, et l'assemblée générale de la Société nationale de crédit à l'industrie n'auront plus le pouvoir de fixer eux-mêmes leurs statuts sur les points réglés par le projet de loi.

Il en résulte également qu'est supprimé le droit du comité de direction, ainsi que celui de l'assemblée générale de l'Institut de réescompte et de garantie, à se prononcer sur les modifications qui seraient apportées à son statut en exécution du projet.

Les modifications aux statuts de ces organismes seront imposées sans que l'assentiment exprès de la partie associée à la puissance publique ait été sollicité.

A l'occasion d'une modification apportée à l'arrêté royal portant création de l'Institut de réescompte et de garantie et à la suite de l'avis émis par le Conseil d'Etat à ce sujet, le Ministre des Finances a affirmé la nécessité pour l'Etat de respecter les dispositions contractuelles librement consenties entre lui et les banques (Ch. des Représentants, session 1950-1951 - Doc. parl. n° 564).

Le Conseil d'Etat constate qu'il existe ainsi une contradiction entre cette déclaration et le projet.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet les modifications suivantes qui répondent aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées :

1. A l'article 3, § 2, alinéa 1er, supprimer les mots : "sous réserve du vote par le Parlement des crédits éventuellement prévus au profit des organismes dans le projet de budget de l'Etat ".

2. Rédiger l'article 3, § 2, alinéa 2, de la manière suivante :

"Le budget est ensuite transmis au Ministre des Finances avant le 15 juin et communiqué aux Chambres en même temps que le projet de budget du ministère dont relèvent les organismes.".

3. Rédiger l'article 7, § 1er, alinéas 2 et 3, ainsi qu'il suit :

"La comptabilité des organismes qui exercent conformément à leurs statuts une activité commerciale, financière ou industrielle, est organisée selon des méthodes commerciales.

Le statut de l'organisme fixe l'importance des réserves ainsi que le mode d'affectation des bénéfices.".

.../...

4. A l'article 9, § 1er, alinéa 3, et § 2, alinéa 4, employer le présent : "... qui exerce la tutelle ..." et "... prend seul la décision ...".

5. Rédiger la finale de l'article 9, § 2, comme suit : "... selon qu'il s'agit d'opérations de crédit et de ducroire ou d'autres opérations.".

6. Rédiger l'article 10 de la manière suivante :

"Article 10.-

Le ministre qui exerce la tutelle prévue à l'article 9 peut assister aux réunions des organes d'administration et de contrôle. Dans ce cas, il préside avec voix consultative.".

7. A l'article 13, alinéa 1er, remplacer les mots : "... leur statut ..." par "... leurs statuts ...".

Les modifications de forme suivantes doivent être apportées uniquement au texte français du projet:

1. A l'article 1er, B, il faut écrire : "Office national du lait et de ses dérivés" au lieu de "Office central du lait et de ses dérivés".

2. A l'article 16, alinéa 2, les mots : "pour l'achèvement" doivent être insérés entre les mots : "Office national" et "de la jonction Nord-Midi".

Enfin, le texte néerlandais appelle également des modifications de forme qui figurent à la fin du présent avis.

Volgens de memorie van toelichting strekt het ontwerp van wet er toe, het recht van contrôle te omschrijven dat respectievelijk het Parlement en het centraal gezag bezitten over een aantal organismen, in het ontwerp als zijnde "van openbaar nut" gequalificeerd.

Dit nieuwe ontwerp heeft nagenoeg hetzelfde doel als het ontwerp van wet, door de Eerste-Minister 24 Maart 1951 aan de Raad van State voorgelegd en waarover deze 25 Mei 1951 zijn advies heeft gegeven.

Ter verwezenlijking van dat doel, deelt artikel 1 de organismen in vier onderscheiden categorieën in, die het met de letters A, B, C en D aanduidt :

1° categorie A omvat de organismen die thans volgens diverse regelingen onderworpen zijn aan het gezag van de ministers van wie zij afhangen;

2° de categorieën B, C en D omvatten de organismen die onderworpen worden aan de voogdij van de ministers van wie zij afhangen.

Het ontwerp stelt bovendien een geheel van regelen vast die in de memorie van toelichting zijn gecommentarieerd en toepassing vinden op de vier in artikel 1 opgesomde categorieën van organismen. Die regelen zijn neergelegd in de artikelen 6, 7, 10, 13, 14, 15, en 16.

Ten aanzien van de organismen opgesomd onder A en B, bepaalt artikel 3 sommige begrotingsregelen

.../...

waarbij het opmaken van een begroting, alsmede dezer eenjarigheid en universaliteit worden opgelegd. De begroting der organismen vermeld onder A moet door de Wetgevende Kamers worden goedgekeurd; die van de organismen vermeld onder B door de bevoegde minister.

Artikel 5 van het ontwerp stelt vast op welke wijze de begroting van de onder A vermelde organismen zal worden uitgevoerd.

Artikel 1.

In de opsomming onder B komen voor : de Steun- en Voorzorgskas ten behoeve van door arbeidsongevallen getroffenen, het Voorzorgsfonds ten behoeve van door beroepsziekten getroffenen en het Nationaal Werk voor wezen van de arbeidsslachtoffers.

Krachtens een ontwerp van wet dat op 18 December 1951 bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ter tafel is neergelegd, worden die drie organismen tot één instituut samengesmolten (Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting 1951-1952, Parlem. doc. nr 116); de aldaar omschreven voogdijmacht is ruimer dan die welke het onderhavige ontwerp toekent.

Door de goedkeuring van een van beide ontwerpen van wet zal bijgevolg de amendering van het andere noodzakelijk worden.

\+

\+ \+

Krachtens artikel 55 van het ontwerp van wet betreffende het ouderdomspensioen (Parl. doc.,Kamer der Volksvert. - zitting 1951-1952, nr 240) wordt de Nationale Kas voor de ouderdoms- en weduwrentetoeslagen vermeld in artikel 1, B, versmolten met de bij dat ontwerp opgerichte Rijksdienst voor ouderdomspensioenen.

Tegenstrijdigheid tussen de twee ontwerpen zou moeten vermeden worden.

\+

\+ \+

Onder de organismen opgesomd in D en onderworpen aan de voogdijmacht van de minister, komt voor de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

De Raad van State wijst er op, dat het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 16 Maart 1865, die een Algemene Spaar- en Lijfrentekas instelt (Kamer der Volksvert., zitting 1951-1952, parl. doc. nr 175), het voorwerp van een amendement vanwege Regering is geweest (Kamer der Volksvert., zitting 1951-1952, parl. doc. nr 251).

Genoemd amendement strekt om deze kredietinstelling aan "de contrôle van de Minister van Financiën te onderwerpen. Die contrôle wordt toevertrouwd aan een Regeringscommissaris".

Dat amendement verschilt van het tegenwoordig ontwerp, onder meer wat betreft het aantal commissarissen, de termijn binnen welke de commissaris zijn beroep moet uitoefenen, de termijn binnen welke de minister uitspraak moet doen en het recht van de minister om de vergaderingen van de organen van beheer en contrôle bij te wonen.

.../...

Artikel 6.

Krachtens artikel 6, §§ 3 en 4, van het ontwerp, oefent het Rekenhof ook toezicht op de organismen in artikel 1, A en B, opgesomd.

Dit artikel 6 machtigt het Hof tot contrôle ter plaatse. Het heeft echter niet tot gevolg dat de rekenplichtigen van die organismen voortaan verantwoording jegens het Rekenhof verschuldigd zijn in gevallen waarin zij er thans niet toe gehouden zijn.

Volgens de Regering impliceert artikel 6 niet dat de contrôle, welke het Rekenhof krachtens bijzondere wetten ten opzichte van sommige in artikel 1, C en D, vermelde organismen oefent, is afgeschaft. Zulks geldt onder meer voor de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Artikel 7.

Artikel 7, § 1, bepaalt dat "de comptabiliteit van de organismen die een commerciële, financiële of industriële activiteit aan de dag leggen, volgens commerciële methodes moet worden ingericht". Het heeft geen nut hier voorbeelden van bepaalde onderdelen van die methode op te sommen.

Volgens aan de Raad van State verstrekte uitleg is de Regering niet voornemens de comptabiliteitsregelen ten behoeve van alle in het ontwerp vermelde instellingen te bepalen. De Raad van State adviseert derhalve, de woorden "bepaalt de Koning de algemene en bijzondere regelen betreffende" te vervangen door "kan de Koning de algemene en bijzondere regelen bepalen betreffende ...".

\+

\+ \+

.../...

Inzake overeenkomsten voor werken, leveringen of dienstprestaties, impliceert artikel 7 in beginsel dat, behoudens afwijking, de regel van de openbare aanbesteding moet worden toegepast.

Deze regel is aan de wet op de Rijkscomptabiliteit ontleend, maar brengt niet mede dat de overige bepalingen terzake, en onder meer de regel van de eenjarigheid der verbintenissen, van toepassing zijn.

In tegenstelling met het vorige ontwerp van wet, waarover de Raad van State 25 Mei 1951 heeft geadviseerd, verplicht het onderhavige ontwerp de organismen niet meer, de administratieve en technische clausules en voorwaarden van 's Rijks algemeen lastenkohier toe te passen. De memorie van toelichting zou in dat opzicht moeten gewijzigd worden.

Artikel 8.

Uit de memorie van toelichting en uit de inlichtingen aan de Raad van State verstrekt, blijkt dat de organismen die in categorie A zijn ingedeeld en onder het gezag van de minister staan, elk zelfstandig beheer missen; dat de beslissingen te allen tijde door de minister kunnen genomen worden; dat hij het recht van initiatief bezit en dat de organen van bestuur slechts enige macht behouden voor zover de minister er hun toekent.

.../...

Artikel 10.

Artikel 10 verleent aan de ministers, die het gezag of de voogdijmacht over de in artikel 1 opgesomde organismen uitoefenen, het recht om "de vergaderingen van de beheers- en toezichtsorganen en de algemene vergaderingen" bij te wonen.

De macht welke de minister over de in A vermelde organismen uitoefent, behelst reeds uiteraard het recht om hun vergaderingen bij te wonen.

Uit de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, blijkt dat genoemd recht alleen de ministers, die de voogdijmacht waarvan sprake in artikel 9 uitoefenen, toekomt.

De tekst van artikel 10 zou ter zake moeten worden gepreciseerd.

\+

\+ \+

Krachtens artikel 1, § 1, van de wet van 28 Juli 1948 houdende wijziging van de organieke wet der Nationale Bank van België, wordt de Staat het overwicht in de algemene vergadering van aandeelhouders van de Bank gewaarborgd. Anderzijds vestigt artikel 1, § 9, van dezelfde wet, zoals blijkt uit de interpretatie gegeven in het verslag van de Commissie voor financiën en begroting van de Senaat (Senaat-zitting 1947-1948, Parl. Doc. nr 436), het overwicht van de Staat wat betreft de benoeming van de directeurs van de Bank.

.../...

Artikel 10 van het ontwerp strekt tot het versterken van dat overwicht. Luidens dat artikel heeft de Minister van Financiën, die de in artikel 9 van het ontwerp bedoelde voogdij over de Nationale Bank van België uitoefent, het recht de algemene vergadering van aandeelhouders, de vergaderingen van de regentenraad, van het college van censoren en van het bestuurscomité met raadgevende stem voor te zitten.

De Minister van Financiën heeft zelfs het recht de vergadering van de regentenraad met raadgevende stem voor te zitten, wanneer die raad bij toepassing van artikel 1, § 3, letter a, van de wet van 28 Juli 1948 advies moet geven over de overeenkomst, tussen de Nationale Bank en de Minister van Financiën te sluiten.

Artikel 18.

Volgens de memorie van toelichting hebben de wijzigingen welke het ontwerp aanbrengt in de eigen statuten van de in artikel 1 van het ontwerp opgesomde organismen, een imperatief karakter.

Daaruit volgt dat de algemene vergadering van de Nationale Bank van België, de algemene raad van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en de algemene vergadering van de Nationale Maatschappij voor krediet aan de nijverheid in het vervolg niet meer het recht zullen hebben zelf hun statuten vast te stellen wat betreft de punten, die in het ontwerp van wet zijn geregeld.

.../...

Ook volgt daaruit dat afgeschaft worden het recht van het bestuurscomité en dat van de algemene vergadering van het Herdisconterings- en Waarborginstituut om te oordelen over wijzigingen welke ter uitvoering van het ontwerp in zijn statuut zouden worden aangebracht.

De wijzigingen van de statuten van die organismen zullen dus worden opgelegd zonder dat om de uitdrukkelijke toestemming van de bij de openbare macht betrokken partij is verzoeht.

Naar aanleiding van een wijziging van het koninklijk besluit tot oprichting van het Herdisconterings- en Waarborginstituut en ingevolge het door de Raad van State hierover uitgebrachte advies, heeft de Minister van Financiën bevestigd dat het noodzakelijk was dat de Staat de tussen hem en de banken vrij aangegane contractuele schikkingen zou naleven (Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting 1950-1951, Parl. Doc. nr 564).

De Raad van State merkt op dat het ontwerp met die verklaring in strijd is.

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State voor, in het ontwerp de volgende wijzigingen aan te brengen die beantwoorden aan de bedoeling van de Regering, zoals die hem is uiteengezet :

.../...

1. In artikel 3, § 2, eerste lid, schrappe men de woorden : "onder voorbehoud dat het Parlement de kredieten stemt die eventueel in de Rijksbegroting ten bate van de organismen voorzien zijn ".

2. Artikel 3, § 2, tweede lid, leze men als volgt : "De begroting wordt vervolgens vóór 15 Juni aan de Minister van Financiën overgemaakt, en tegelijk met het ontwerp van begroting van het ministerie waarvan de organismen afhangen aan de Kamers medegedeeld.".

3. Artikel 7, § 1, tweede en derde lid, leze men als volgt : "De comptabiliteit van de organismen die overeenkomstig hun statuten een commerciële, financiële of industriële activiteit aan de dag leggen, wordt volgens handelsmethoden ingericht.

Het statuut van het organisme bepaalt de omvang van de reserves alsmede de wijze waarop de winsten worden aangewend.".

4. In artikel 9, § 2, vierde lid, gebruike men de tegenwoordige tijd "beslist de minister ...".

5. Het slot van artikel 9, § 2, leze men als volgt : "... naargelang het krediet- en delcredere- of andere verrichtingen betreft.".

6. Artikel 10 leze men als volgt :

"Artikel 10.- De minister die de voogdij waarvan sprake in artikel 9 uitoefent, kan de vergaderingen van de organen van beheer en van contrôle bijwonen. In zodanig geval zit hij voor en heeft hij raadgevende stem.".

.../...

7. In artikel 13, eerste lid, vervange men de woorden : "... hun statuut ..." door "... hun statuten ...".

In de Nederlandse tekst van het ontwerp behoren de volgende wijzigingen te worden aangebracht :

1. In de inleiding leze men : "Hebben Wij besloten en besluiten Wij:".

2. In artikel 1 leze men :
"Artikel 1.- Deze wet is van toepassing op de organismen onder ... vermeld:".

3. In artikel 6, § 2, vervange men "publiceerd" door "bekendgemaakt".

4. In artikel 9, § 1, derde lid, schrijve men : "de statuten van een der instellingen bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf".

5. In artikel 9, § 2, vierde lid, leze men : "in het geval bepaald in het derde lid van § 1".

6. In artikel 9, § 2, vijfde lid, vervange men "herleid" door "verminderd".

7. In artikel 11, eerste lid, schrijve men : "beslissingen met een budgetaire of financiële terugslag".

8. In artikel 14, § 1, derde lid, schrijve men : "ter gelegenheid van het opmaken van de balans en van de winst- en verliesrekening...".

.../...

9. In artikel 14, § 3, schrappe men : "daarenboven".

10. In artikel 19, § 1, tweede lid, leze men : "toestands-opgaven".

In artikel 16 tenslotte wordt de titel van het koninklijk besluit van 14 October 1937 aangehaald op dezelfde onvolledige manier als hij gepubliceerd werd in het Belgisch Staatsblad van 15 October 1937.

- - - - - - -

De opmerkingen die alleen de Franse tekst betreffen, zijn aan het slot van het Frans advies gemaakt.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN DUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER, F.DUCHENE,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H.Eerste-Minister.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.